

Retraites: Blanquer cherche à renouer le dialogue avec les enseignants en colère

Paris, 11 déc. 2019 (AFP) -

Après le discours du Premier ministre sur les retraites, Jean-Michel Blanquer s'est empressé de détailler ses "engagements" auprès des enseignants, deux jours avant de rencontrer les organisations syndicales en colère.

Edouard Philippe l'a assuré: le niveau des pensions des enseignants sera "sanctuarisé". "Nous engagerons avant la fin du quinquennat les revalorisations nécessaires pour maintenir le niveau des pensions" des enseignants, "nous le ferons progressivement et nous commencerons dès 2021", a-t-il également assuré.

Deux heures plus tard, Jean-Michel Blanquer enfonçait le clou lors d'un point presse décidé dans la foulée.

"On a d'une part la garantie que les pensions ne baisseront pas, pour tout le monde ça ne baissera pas (...) et c'est l'occasion d'améliorer les rémunérations des professeurs car c'est vrai, notamment pour les plus jeunes dans le système éducatif, il y a des retards quand on se compare à d'autres pays européens en particulier", a souligné le ministre de l'Éducation.

"C'est sur les primes que se portera l'effort le plus important", a-t-il ajouté, précisant que "leur montant et leur rythme d'augmentation supposent un dialogue social".

Il a ainsi invité "dès vendredi" les organisations syndicales à venir au ministère. "Cela se déroulera sur un temps long, le Premier ministre a rappelé que nous avons l'été 2020 comme horizon", a-t-il tempéré.

"C'est une nouvelle phase qui s'ouvre (...) et ce sont des moyens importants que nous devons mobiliser et que nous aurons à programmer, dans des délais qui ne soient pas trop loin", a-t-il annoncé, sans donner plus de détails sur les moyens alloués.

"Soit on dit +tout tout de suite+ et on dit qu'on est vertical et autoritaire, soit on ouvre le dialogue et à ce moment on dit que c'est long et flou, je préfère courir le deuxième risque, disant que la porte est ouverte", a-t-il poursuivi.

- "Très en colère" - Mais après le discours d'Edouard Philippe détaillant la réforme des retraites, très attendu par les syndicats, le milieu enseignant ne décolère pas.

"Les questions demeurent. Nous n'avons eu aucune somme proposée, les revalorisations ne sont pas évoquées, nous avons tout simplement le sentiment de ne pas avoir été entendus", a regretté Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire, avant d'appeler à une "forte mobilisation mardi prochain". Et les "engagements" de Jean-Michel Blanquer ne semblent pas changer la donne.

"Nous sommes très en colère", a ainsi tonné Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes-FSU. "Aucun chiffrage, aucun calendrier... On est encore très très loin du compte et on va accentuer la pression en multipliant la participation à tous les rassemblements, y compris celui de mardi", a-t-elle dit.

Les organisations CGT Éduc'action - FSU - Sud Éducation - SNALC - FAEN ont appelé dans un communiqué commun "à organiser et à participer aux actions locales du 12 décembre, puis du week-end, et à faire du 17 décembre une nouvelle journée interprofessionnelle massive de grève et de manifestations".

Jean-Michel Blanquer, comme Edouard Philippe l'avait fait à la mi-journée, a par ailleurs évoqué "l'organisation du travail" des enseignants. Un thème qui a du mal à passer côté syndicats.

Le ministre a cité par exemple "la formation continue des professeurs sur plusieurs mois pour se ressourcer, peut-être en continuant à être rémunéré, peut-être avec certaines contreparties".

Le nouveau système des retraites "ouvre toute une série de conséquence directes et indirectes pour réfléchir au métier, avec les sujets de bien-être au travail, de carrière, bref tout ce qu'on doit regarder si on veut des ressources humaines modernes, avec des professeurs heureux, un métier attractif", a expliqué Jean-Michel Blanquer.

Ainsi, il a annoncé "une conférence au début du mois de mars sur le professeur au 21ème siècle", invitant des "personnalités internationales pour voir tous les enjeux de mutation du métier de professeur dans le monde dans lequel nous sommes", a-t-il lancé.

"Cela confirme bien la volonté du gouvernement de profiter de la réforme des retraites pour repenser notre métier, ce qui peut être lu comme une augmentation du temps de travail", craint Francette Popineau.



PAYS :France
SURFACE :102 %
PERIODICITE :Quotidien



► 11 décembre 2019 - Edition Fil Gen

asm/blr/rhl

Afp le 11 déc. 19 à 19 06.